

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 10/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PCAS

Route d'Avignon
30390 Aramon

Références : -
Code AIOT : 0006600430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement PCAS implanté RTE D'AVIGNON 30390 ARAMON. L'inspection a été annoncée le 25/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PCAS
- RTE D'AVIGNON 30390 ARAMON
- Code AIOT : 0006600430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PCAS (ex EXPANSIA) est intégrée au groupe français SEQENS (ex NOVACAP) depuis 2017. SEQENS, créé en 2003, est un acteur mondial intégré en solutions pharmaceutiques et ingrédients de spécialités.

L'usine PCAS située sur la commune d'Aramon, exploitée depuis 1973, est située à 3 km au nord-est du centre d'Aramon, le long de la départementale D2, sur un terrain d'une superficie de 6,5 ha. Il n'y a pas d'habitations dans un rayon de 300 m. A 400 m au nord-ouest du site se trouve une voie ferrée réservée principalement aux transports de marchandises. L'exploitant est propriétaire de 14 ha de terrains autour des installations.

L'usine fabrique des produits chimiques intermédiaires destinés à la fabrication de principes actifs pharmaceutiques, principalement pour Beaufour Ipsen à hauteur de 40 % de la production et pour le laboratoire Pfizer. Le site dispose de 23 réacteurs d'une capacité totale de 100 m³, pour la mise en œuvre de réactions chimiques diverses (bromation, hydrogénation, réduction...). Il compte environ 145 employés dont 80 personnes en production. Les ateliers de l'usine fonctionnent soit en 2*8 soit en 5*8.

Le site relève du régime de l'autorisation avec le statut SEVESO seuil bas. La dernière mise à jour de l'étude de dangers du site a été remise en janvier 2021.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Sans objet
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Sans objet
4	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Sans objet
5	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.1.2	Sans objet
6	Interdiction de stockages en contenant fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A	Sans objet
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38	Sans objet
8	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Mise à jour du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet
10	Mise à jour du plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet
11	Surveillance permanente des installations	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B (annexe IX)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'action nationale relative aux stockages des liquides inflammables a été déclinée sur le site PCAS à Aramon au regard des quantités autorisées (environ 800 tonnes sous la rubrique 4331) et de la présence potentielle d'autres substances classées dans d'autres rubriques de la nomenclature qui ont également des propriétés inflammables. Elle visait plus particulièrement les stockages en contenants fusibles. L'exploitant dispose de cuves de stockage et d'une aire de stockage de liquides inflammables en petits contenants. Les contrôles réalisés ont montré un bon respect des prescriptions applicables et ont abouti à une demande d'action corrective au sujet de l'état des stocks et quelques demandes d'éclaircissements ou d'améliorations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles</p>

<p>ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un outil développé au niveau du groupe PCAS.</p> <p>Cet outil est alimenté et mis à jour quotidiennement par le service logistique pour tout ce qui concerne les matières premières entrantes, les produits finis stockés sur site et les produits finis expédiés.</p> <p>Cet outil est également alimenté quotidiennement par les relevés manuels des cuves de stockage gérés par le service logistique.</p> <p>Les déchets solvantés et eaux résiduaires peuvent être stockées dans ces cuves et apparaissent donc dans l'état des stocks. Les autres déchets (banaux) produits dans les ateliers sont récoltés tous les jours et amenés sur une aire dédiée éloignée des installations industrielles.</p> <p>Cet outil prend en compte également les matières combustibles (non dangereuses) type emballages qui sont stockées sur le site (bâtiment de stockage dédié).</p> <p>Les seules informations non disponibles dans cet outil sont les quantités présentes dans les ateliers comme encours de production. Ces quantités, faibles, sont présentes dans les ateliers, maximum un à deux jours, le temps du lancement des synthèses par batch. L'exploitant précise que ces données sont connues des responsables d'atelier et qu'elles pourraient être accessibles rapidement en gestion de crise.</p> <p>Dans l'état des stocks produit, les informations disponibles sur les produits permettent bien de connaître la rubrique de classement et les phrases de risque associées.</p> <p>À partir de cet outil, l'exploitant a la possibilité de filtrer par zone pour éditer un état des stocks localisé.</p> <p>L'outil présenté permet de répondre aux attendus de gestion des stocks définis dans cet article.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La fonction « localisation » qui permet de trier par zone mériterait d'être améliorée afin de faire mieux correspondre les intitulés utilisés dans le logiciel et les dénominations des zones ou bâtiments sur les plans papiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : État des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à</p>

cette fin.
<p>Constats :</p> <p>L'outil présenté dans la fiche de constat n°1 permet également de générer un état des stocks vulgarisé. L'état des stocks vulgarisé (transmis en préparation de l'inspection) était sur l'ensemble du site.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas réussi à éditer un état des stocks vulgarisé sur une zone / un bâtiment en particulier.</p> <p>Le formalisme de ce document est tout à fait adapté aux attendus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit améliorer ou configurer l'outil pour permettre l'édition d'un état de stocks vulgarisé sur une zone particulière et non pas seulement pour tout le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – fréquence de mise à jour
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats établis dans la fiche n°1 permettent de répondre aux exigences de fréquence de mise à jour de l'état des stocks.</p> <p>Cet état des stocks est disponible informatiquement et édité tous les jours au niveau du poste de garde.</p> <p>L'exploitant a pu présenter un plan des zones de stockage et des ateliers, disponible en salle de crise et dans le POI. Comme indiqué dans la fiche de constat n°1, la concordance des dénominations utilisées sur le plan et dans l'outil d'édition des états des stocks mérite d'être améliorée.</p> <p>Le service logistique est en charge des inventaires physiques.</p>

À l'examen rapide du POI (année 2019), l'inspection des installations classées n'a pas vu de référence à l'état des stocks tel que demandé dans cet article. L'exploitant prévoit une mise à jour du POI en 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'état des matières stockées devra être référencé dans le plan d'opération interne mis à jour en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation des installations PCAS à Aramon est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20 juillet 1972, modifié en dernier lieu, pour ce qui concerne la liste des rubriques applicables, par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 janvier 2022.</p> <p>Les installations sont notamment soumises à enregistrement pour la rubrique 4331 pour un tonnage maximum de 812,01 tonnes et à déclaration avec contrôle pour la rubrique 1510 (entrepôt) pour un volume de 5 900 m³. Antérieurement à la création de la rubrique 4331, les activités étaient soumises à autorisation pour la rubrique 1432 (760 m³).</p> <p>Au regard des éléments réglementaires ci-dessus et selon le « guide de lecture des textes relatifs aux liquides inflammables » (partie E), le site est considéré comme un site ancien et « anciennement A 1432 ».</p> <p>Le socle des dispositions réglementaires applicables, sur le sujet « liquides inflammables », reste donc l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 ne sont que partiellement applicables au site (selon les dispositions fixées au point II de l'annexe IX et à l'annexe XI). L'exploitant a d'ailleurs, par courrier du 20 décembre 2016, confirmé son souhait de continuer à relever des articles 43 et 50 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 (articles relatifs au plan de défense incendie et aux moyens d'extinction à mettre en œuvre).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.I.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative – seuil des 100 et 1000 T
Prescription contrôlée : Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : Le site est classé à enregistrement sous la rubrique 4331 pour un tonnage maximal autorisé de 812,01 tonnes. De plus, à l'examen de l'état de stocks transmis, il apparaît que plusieurs autres substances utilisées sur le site et classées dans d'autres rubriques de la nomenclature (rubrique 4110, 4120, 4130, 4140, 4510, 4511 et 4722) ont la mention de dangers H225 ou H226. À l'examen de l'état des stocks transmis (daté du 14/11/2024), le tonnage total de produits avec les mentions de dangers H224, H225 et H226 présents sur site était largement inférieur à 1000 tonnes. De plus, le tonnage des produits hors rubrique 4331, était inférieur à 100 tonnes ce qui, dans l'hypothèse où le site stockerait le maximum du tonnage autorisé sous la rubrique 4331 (812 tonnes), reste toujours inférieur aux 1000 tonnes au total. Enfin, sur l'état des stocks, il est également possible de trier les lignes en fonction des conditions de stockage : vrac (cuves) ou en contenants. À l'examen de l'état des stocks transmis (daté du 14/11/2024), le tonnage total des produits avec les mentions de dangers H224, H225 et H226 présents sur site et stockés en petits contenants était de l'ordre de 200 tonnes. Ces contenants sont stockés sur une zone dédiée. Lors de la visite, il a été constaté que la grande majorité des contenants sont des fûts métalliques (donc non fusibles) ou des IBC renforcés par une cage métallique (non fusibles également). Les constats réalisés indiquent que le site n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020. Afin de s'en assurer de tout temps, et suite à des incohérences possiblement détectées entre l'état des stocks et l'AP du 07/01/2022, des demandes sont toutefois formulées à l'exploitant en annexe confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En complément du contrôle des tonnages stockés (conforme), les examens réalisés appellent des clarifications sur le classement de certaines substances dans la nomenclature qui sont énumérées, pour vérification par l'exploitant, en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interdiction de stockages en contenant fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenant fusibles
Prescription contrôlée : A.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024. B.-Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027. C.-Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m ³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : Selon l'état des stocks, aucun produit avec la phrase de risque H224 n'est présent sur le site. Comme indiqué dans la fiche de constat précédente, les fûts de produits avec des phrases de risques H225 ou H226 sont stockés dans une zone dédiée. Cette zone est extérieure. La plupart des contenants vus étaient métalliques. Un seul fût plastique a été vu (éthanol, H225). L'exploitant a indiqué qu'il projetait la construction d'un bâtiment dédié aux stockages de liquides inflammables en petits contenants en remplacement de cette aire de stockage extérieure. Un porter-à-connaissance pourrait être transmis prochainement à l'inspection à ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées - Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats :

Ce plan général existe en salle et dans le POI. La visite terrain a permis de visualiser les principales zones de stockage (cuves, contenants LI, emballages) ; elles respectent les emplacements vus sur le plan.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI

Thème(s) : Actions nationales 2024, Étude des effets thermiques

Prescription contrôlée :

Ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux stockages extérieurs, lorsque les récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure soit situé à une distance au moins égale à 20 mètres des limites des sites ;
- aux stockages en bâtiments, lorsque les parois des bâtiments lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de sites.
- aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.

I- L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.

En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée

- lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ;
- lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8kW/m²).

II.-Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/m² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre.

Constats :

Le site dispose d'une étude de dangers. Les effets thermiques des incendies des différentes zones / bâtiments sont modélisés. Les effets sont contenus sur le site.

De plus, pour ce qui concerne plus spécifiquement la zone de stockage de liquides inflammables en petits contenants, elle est située suffisamment éloignée des limites de propriété pour ne pas être concernée par les dispositions de cet article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mise à jour du plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Contenu du plan de défense

Prescription contrôlée :

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

Constats :

Conformément à l'analyse réalisée dans la fiche de constat n°4, certains articles de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 ne sont pas applicables au site qui conserve une antériorité sur certaines dispositions techniques déjà applicables et liées à des réglementations applicables avant 2015.

C'est le cas sur le sujet de la stratégie de défense incendie : l'arrêté ministériel du 3/10/2010 (article 43.I) s'applique en lieu et place de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015.

Le tableau du point II de l'annexe IX de l'AM du 1^{er} juin 2015, stipule que l'exploitant a **jusqu'au 1^{er} janvier 2027** pour mettre à jour sa stratégie de défense incendie au regard du stockage de liquides inflammables en petits contenants.

L'exploitant a pris l'attache du CNPP pour ré-examiner la protection incendie du site au regard des nouvelles exigences réglementaires. Cette étude a été réalisée en 2024 et examinée en séance. Elle prend en considération le projet d'un futur bâtiment de stockage des liquides inflammables sur le site. Elle examine aussi la protection existante sur les zones déjà couvertes (cuves en particulier) et préconise des ajustements (plutôt à la baisse) en termes de moyens, en termes de positionnement des moyens (quelques ajustements) et précise les moyens qu'il faudra installer dans le cadre du nouveau projet de bâtiment pour les liquides inflammables.

L'exploitant précise que le plan d'opération interne (POI) du site sera mis à jour, a priori en 2025,

pour tenir compte des conclusions de cette étude.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit vérifier les conclusions de l'étude CNPP (cf. remarque en annexe confidentielle) avant de mettre à jour son POI. Il devra, si besoin, porter à la connaissance du Préfet, les aménagements prévus dans les moyens déployés sur le site d'ici 2027 pour répondre aux exigences réglementaires de cet article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mise à jour du plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Scénario du plan de défense
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre : - 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; - 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ; - 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020. La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.
Constats : L'étude réalisée par le CNPP présentée dans la fiche de constat précédente examine tous les scénarii possibles en se basant sur la liste et les exigences de cet article (qui est identique à l'article 14 de l'AM du 01/06/2015). La stratégie de défense incendie existante dans le POI actuel, sera mise à jour, a priori en 2025 (pour mémoire l'échéance réglementaire est au 01/01/2027), en tenant compte des conclusions de cette étude CNPP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance permanente des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B (annexe IX)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance permanente des installations
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10 000 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.
Constats : Le site est gardienné 24/24. Le Plan d'Opération Interne (POI) précise le fonctionnement en heures ouvrées et non ouvrées et les interactions entre le gardien et les salariés du site. Le poste de garde a été visité. Il dispose de plans, écrans, report d'alarmes nécessaires à la bonne réalisation des missions dévolues aux gardiens.
Type de suites proposées : Sans suite